



Inondations à Akanda

Une négligence coupable de la junte

Par DE

Un véritable déluge s'est abattu sur Akanda, une commune « huppée » et « résidentielle », au nord de Libreville. Dans la nuit de mercredi à jeudi derniers, les habitants de cette cité rafistolée pour des raisons électoralistes par Bongo Ondimba Ali (BOA), le chef de la junte militaro-putschiste, se sont réveillés les pieds dans l'eau.

Cette inondation qui a fait de nombreux sinistrés du côté des plusieurs de nos compatriotes peu nantis, aurait pu être évitée si BOA avait retenu les leçons du passé. En 2014, un sinistre de la même ampleur avait déjà frappé Akanda. BOA avait promis « tout mettre en œuvre pour y remédier ». Rien, malheureusement, n'a été fait. On y a encore enregistré d'importants dégâts matériels deux ans plus tard.

Cette montée soudaine des eaux résulte de l'incapacité manifeste des autorités de la junte à offrir aux habitants de la capitale et de l'ar-



De nombreux dégâts sont à déplorer

rière-pays, une habitation descente. Ces « logis » qui ont été noyés sous les eaux de pluie, ont été érigées à la va-vite, dans la perspective de la présidentielle 2016. Comme toute réponse, BOA offrira aux sinistrés le stade d'Agondje comme refuge. Ils y ont été transportés comme du bétail, en attendant un site de relogement. Depuis lors, ces pères et mères de familles sont abandonnés à eux-mêmes. Certaines victimes conti-

nent à passer des nuits blanches au stade. Pire, tous ces sinistrés ont tout perdu. Des véhicules, documents de tous genres et autres biens ont été détruits par les eaux boueuses.

A certains endroits, l'eau est montée à plus de deux mètres. Beaucoup d'« Akandais » ont fini la nuit sur la table, les toits de maisons ou de véhicules.

Le chef de la junte, BOA, pensait trouver une partie de la solution des 5000 loge-



La fureur des eaux n'a épargné personne

ments promis aux Gabonais en 2009. Mais, il a été rattrapé par le temps et par la nature.

« Il n'y a de vérité que le temps ne révèle », dit un adage. Les pluies diluviennes de ces derniers jours ont mis au jour les limites de ces logements que le pouvoir illégitime s'est en pressé de vendre à des coûts faramineux à ses compatriotes.

Sans études préalables, cette cité s'est bâtie sur le lit d'un cours d'eau. Pour de

nombreuses victimes, cette catastrophe est la conséquence de la négligence des autorités de la junte vis-à-vis des populations.

En construisant précipitamment ces bâtiments, le pouvoir « immergeant » savait très bien qu'une grande partie du nord de Libreville regorge de nombreux bras de mer et de bassins versants. BOA et ses valets savaient que tôt ou tard, cette zone sera victime d'une catastrophe de ce

genre.

Pour certains animistes, cette seconde inondation – après celle de 2015 au même endroit au cours de laquelle l'armée française avait sauvé plusieurs sinistrés – est « un avertissement de plus des esprits des eaux aux adeptes de la junte ». Comme pour dire que, même le monde invisible est contre le pouvoir-PDG, qui a pris le pays en otage depuis le double coup d'Etat électoral de 2009 et 2016.

Le chef de la junte lui-même n'avait-il pas reçu un avertissement dans la nuit de jeudi 15 au vendredi 16 mai 2014 ? Sa résidence dite « Villa marocaine », à la Sablière, avait été envahie par les eaux.

Un phénomène que son soi-disant défunt père, Omar Bongo Ondimba, n'avait jamais connu au même endroit, après plus de 40 ans de règne. « BOA, c'est le temps ».

A lui et ses soutiens de la junte d'apprendre à lire les signes du « temps », qui peut-être joue déjà en leur défaveur.